



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale

**relatif à l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de gneiss par la société
S.A.S. CARRIÈRES ET MATÉRIAUX DU GRAND OUEST (CMGO)
au lieu-dit « Rubertzot » à TREGLAMUS**

**Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des Installations Classées et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté du 19 juin 2024 portant délégation de signature à M. David COCHU, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;



Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire Bretagne approuvé par arrêté du 18 novembre 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2020 approuvant le schéma régional des carrières de Bretagne ;

Vu la demande du 25 février 2022, complétée le 6 mars 2023 puis le 8 septembre 2023, présentée par la société S.A.S. CMGO, pour le renouvellement de l'autorisation et l'extension d'une carrière au lieu-dit « Rubertzot » à TRÉGLAMUS ;

Vu la demande complétée le 29 août 2024 tenant compte de la non-compatibilité du PLUi des parcelles C 1139 et ZC 156 en partie avec l'activité sollicitée ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du Code de l'Environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 25 mai 2023 ;

Vu la décision en date du 11 décembre 2023 du président du tribunal administratif de RENNES, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 février 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du lundi 11 mars 2024 à 9H30 au mardi 9 avril 2024 inclus, à 17H00 ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes de l'avis au public ;

Vu les avis émis par les communes concernées ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la Préfecture ;

Vu le rapport et les propositions en date du 9 septembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, réunie le 17 septembre 2024 dans sa formation « Carrières », au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 24 septembre 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu la lettre du pétitionnaire du 1^{er} octobre 2024 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que l'activité projetée relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des Installations Classées et est répertoriée à la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants aux abords du site projeté ;

Considérant qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des améliorations à son projet initial pour prévenir les risques pour la santé du voisinage et correspondant à l'usage des techniques actuellement disponibles afin de respecter les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant les mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées par l'exploitant ;

Considérant les remarques exprimées au cours de l'enquête publique ;

Considérant le mémoire en réponse de l'exploitant ;

Considérant l'avis favorable du commissaire enquêteur assorti de deux recommandations ;

Considérant la prise en considération des recommandations en prescrivant la mise en place d'une instance de concertation et l'engagement dans la démarche d'aménagements routiers avec la mairie de TREGLAMUS ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des contributions des services déconcentrés de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant la réduction du périmètre sollicité et la modification de la demande initiale par le dépôt de compléments en date du 29 août 2024 suite à l'incompatibilité du PLUi des parcelles C 1139 et ZC 156 en partie avec l'activité sollicitée ;

Considérant que les garanties financières doivent être constituées afin de permettre le réaménagement de la carrière, la surveillance du site et l'intervention en cas d'accident ou de pollution, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, conformément aux dispositions des articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

Considérant que l'exploitant doit mettre en place une instance de concertation en y ajoutant des représentants de riverains et de la Commission Locale de l'Eau du Sage Argoat-Trégor-Goëlo ;

Considérant le renforcement de prescriptions sur le suivi des retombées de poussières en cas de nuisances liées à celles-ci ;

Considérant que l'exploitant doit poursuivre l'auto-surveillance de la qualité des eaux rejetées en maintenant le suivi des paramètres Fer et Aluminium et en assurant un suivi en continu des débits rejetés ;

Considérant le renforcement du suivi des fonctionnalités des zones humides présentes aux abords du site, en réalisant ce suivi annuellement au cours de la première phase quinquennale d'exploitation ;

Considérant que l'exploitant doit réaliser un suivi piézométrique semestriel du puits P4 ;

Considérant le renforcement de la fréquence des suivis écologiques des Espèces Exotiques Envahissantes végétales et de la qualité hydrobiologique du Kerhuel ;

Considérant le renforcement de la fréquence des mesures de la situation acoustique ;

Considérant le renforcement de la valeur limites des niveaux de vibrations au droit des constructions avoisinantes à 5 mm/s ;

Considérant le renforcement du suivi des vibrations par des mesures complémentaires en cas de plaintes ;

Considérant que l'exploitant doit réaliser une étude vibratoire pour l'habitation la plus proche au lieu-dit « Le Quenvéz » dans l'année suivant la notification du présent arrêté ;

Considérant le renforcement des mesures prévues pour le trafic routier, notamment sur l'orientation du trafic et la sécurité routière aux abords du site ;

Considérant que ce projet est compatible avec le schéma régional des carrières ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

ARRÊTE

1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Carrières et Matériaux du Grand-Ouest (CMGO) dont le siège social est situé 6, avenue Charles Lindberg à MERIGNAC (33), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à étendre et à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roches massives (substance : gneiss) située au lieu-dit « Rubertzot » sur la commune de TREGLAMUS, comportant les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté annulent et remplacent les prescriptions des actes suivants :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mars 2007 ;
- les arrêtés préfectoraux complémentaires du 11 septembre 2012, du 28 janvier 2019, du 20 janvier 2022, du 29 février 2024 et du 26 juillet 2024.

1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique Alinéa	Régime ⁽¹⁾	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation – Volume autorisé
2510-1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	Emprise totale du périmètre autorisé : 26 ha 59 a Production moyenne : 380 000 tonnes/an Production maximale : 420 000 tonnes/an
2515-1	E	Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels : <i>Puissance installée supérieure à 200 kW</i>	Installations de concassage, broyage, criblage d'une puissance installée maximale de 1 647 kW
2517-1	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques : <i>Superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m²</i>	Station de transit d'une superficie de 33 500 m²

⁽¹⁾ Régime : A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

1.2.2. Nomenclature loi sur l'eau

Les activités suivantes sont classables au titre de la loi sur l'eau en application de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement qui définit la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Environnement.

Rubrique	Régime ⁽¹⁾	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
2.1.5.0	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : <i>1° Supérieure ou égale à 20 ha</i>	Surface considérée : environ 26,59 ha
3.2.3.0	A	Plans d'eau (permanents ou non) dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Plan d'eau résiduel : 6,6 ha

1.2.3. Localisation de la carrière et des installations

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 26 ha 59 a et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral en annexe au présent arrêté. Toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées.

Commune	Lieu-dit	Parcelles	Superficie autorisée
TREGLAMUS	Ruberzot	Voir plan et registre parcellaire joints au présent arrêté	26 ha 59 a

La localisation de la carrière a pour coordonnées (système Lambert 93) :

X = 238 772 m à 239 408 m, Y = 6 846 914 m à 6 847 737 m.

Les parcelles C 1139 et ZC 156 (pour partie) sont exclues du périmètre autorisé de la carrière et ne peuvent faire l'objet d'aucune activité liée à l'exploitation de la carrière.

1.2.4. Épaisseur d'extraction autorisée

Aucune extraction n'est autorisée en dessous de 115 m NGF.

1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

L'exploitant réalise ou fait réaliser sous sa responsabilité par un tiers un audit de conformité de son installation aux exigences du présent arrêté et du dossier de demande dans un délai de deux ans après sa mise en service. Ce rapport d'audit est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée pour **une durée de 17 ans** à compter de la notification du présent arrêté **dont 14 ans pour les phases d'extraction compte tenu du gisement à exploiter**. La remise en état du site, y compris sa phase finale, est incluse dans la durée d'autorisation.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

1.5. CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement, et pour l'application des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-5, l'état dans lequel doit être remis le site et l'usage à prendre en compte sont détaillés ci-après et selon les modalités prévues.

1.5.1. Mise en sécurité

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, et conformément à l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification est accompagnée d'un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos) ;
- le plan de remise en état définitif ;
- un mémoire sur l'état du site ;

et indiquant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- l'évaluation des risques de glissement des stockages de déchets de toute nature afin d'éviter un accident majeur ;
- des limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage ;
- la mise en sécurité des fronts de taille qui seront purgés et talutés en tenant compte de l'érosion des bords de l'excavation avec une pente maximale de 45° ;
- les interdictions et limitations d'accès au site. À ce titre, les accès aux abords des zones dangereuses (risque de chute, noyade, enlèvement...) doivent être interdits par une clôture solide et pérenne, ou un dispositif équivalent. Des panneaux avertissent du danger ;
- la neutralisation des énergies (gaz naturel, électricité,...) en cas de démantèlement des installations de traitement ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement et, le cas échéant, les mesures de maîtrise des risques associées.

1.5.2. Remise en état

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette l'usage futur du site déterminé dans les dossiers de demande d'autorisation.

L'usage à prendre en compte selon les secteurs considérés est :

- un plan d'eau d'environ 6,6 ha (fosse Est) à la cote 175 m NGF,
- des espaces boisés, issus de la plateforme de remblais,
- des espaces valorisés pour leur potentiel écologique,
- des espaces agricoles restitués, issus de la plateforme de remblais et d'une partie de l'ancienne fosse Ouest (superficie d'environ 1,26 ha),
- une plateforme centrale d'environ 6 ha, disponible pour différents usages potentiels : un retour agricole (environ 1 ha), des boisements, la création d'une centrale photovoltaïque ou des installations liées au maintien de l'activité d'accueil de matériaux inertes.

1.6. GARANTIES FINANCIÈRES

1.6.1. Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux (carrière) et les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes (verses et fosses) de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

Les garanties financières doivent également permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par :

- la surveillance des installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées résultant de l'exploitation de la carrière lorsqu'elles sont susceptibles de donner lieu à un accident majeur à la suite d'une défaillance ou d'une mauvaise exploitation, tel que l'effondrement d'une verse ou la rupture d'une digue ;
- l'intervention en cas d'effondrement de verses ou de rupture de digues constituées de déchets inertes et de terres non polluées résultant de l'industrie extractive lorsque les conséquences sont susceptibles de donner lieu à un accident majeur.

1.6.2. Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé selon les modalités de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié, sur la base d'une remise en état coordonnée à l'exploitation.

Phase d'exploitation	Montant des garanties financières
1 (0-5 ans)	491 516,00 €
2 (6-10 ans)	439 143,00 €
3 (11-15 ans)	436 898,00 €
4 (16-17 ans)	422 527,00 €

Calcul avec indice TP01 base 2010 de juin 2024 (valeur 129,8) et TVA à 20 %

1.6.3. Établissement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement, dès la mise en exploitation du site.

2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1. AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

2.1.1. Information des tiers

Avant le début de l'exploitation de l'extension et deux mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière, des panneaux indiquant, en caractères apparents :

- son identité,
- la référence de l'autorisation préfectorale,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

2.2. CONDUITE D'EXPLOITATION

2.2.1. Décapage des terrains

Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains doit être en accord avec le plan de phasage. Le décapage doit être réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler aux stériles les terres végétales constituant l'horizon humifère. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la réalisation des merlons périphériques et pour la remise en état du site. La hauteur des tas de terre végétale devra être telle qu'il n'en résulte pas d'altération de ses caractéristiques. À ce titre, le dépôt des horizons humifères ne doit pas présenter une hauteur supérieure à 2 mètres. Les stockages des terres végétales doivent êtreensemencées de manière à éviter les risques d'érosion et de ravinement et de transfert vers les cours d'eau.

2.2.2. Patrimoine archéologique

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant doit prendre toute disposition pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces vestiges. Ces découvertes doivent être déclarées dans les meilleurs délais au service régional de l'archéologie et à l'inspection des Installations Classées.

2.2.3. Principe d'exploitation

La conduite de l'exploitation est effectuée selon le principe repris dans les tableaux ci-dessous et les plans de phasage et de remise en état en annexes du présent arrêté.

Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Phases	Progression des activités	Aménagements
Phase 1 (0 – 5 ans) extraction	Avancée des paliers 160 à 175 m NGF vers le Nord, le Sud et l'Est. Atteinte des limites d'extraction au Nord pour le palier 175 m NGF.	Décapage des terrains Est sollicités à l'extension et mise en place des merlons à l'Est. Recréation d'un bassin d'exhaure en haut de la plateforme de remblais. Stockage des découvertes et stériles dans l'ancienne excavation à l'Ouest. Déviation du chemin de randonnée.
Phase 2 (6 – 10 ans) extraction	Avancée des paliers 145 à 175 m NGF vers le Nord, le Sud et l'Est jusqu'à leur limite d'extraction. Création d'un nouveau palier à 130 m NGF.	Stockage des découvertes et stériles dans l'ancienne excavation à l'Ouest. Création du belvédère le long du chemin de randonnée.
Phase 3 (11 – 15 ans) extraction puis remise en état	Avancée du palier 130 m NGF jusqu'à la limite d'extraction. Création d'un nouveau palier à 115 m NGF, et avancée jusqu'à la limite d'extraction. Arrêt des extractions à 14 ans.	Stockage des découvertes et stériles dans l'ancienne excavation à l'Ouest. Début de la remise en état du site.
Phase 4 (16 – 17 ans) remise en état		Stockage des découvertes et stériles dans l'ancienne excavation à l'Ouest. Finalisation de la remise en état du site.

L'extraction des matériaux doit être effectuée par création de gradins d'une hauteur maximale de 15 mètres chacun, séparés par une banquette horizontale d'une largeur pendant la phase d'extraction qui ne devra pas être inférieure à 10 mètres lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules. Cette largeur pourra être réduite à 5 mètres au minimum en phase finale d'exploitation sous réserve de pouvoir mettre en place un piège à cailloux ou un dispositif équivalent suffisamment efficace et de garantir la bonne stabilité des fronts associés.

La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.

2.3. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir, tenir à jour et tenir à la disposition de l'inspection des Installations Classées sur le site, un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,

- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

2.4. SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie sur un fond cadastral. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire,
- les bords de la fouille et la position des différents fronts,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (niveau des banquettes, du fond des fouilles, du sommet de la verse, ...),
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection,
- le réseau de circulation des effluents (eaux pluviales, eaux de procédés,...).

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.5. INSTANCE DE CONCERTATION

Une instance de concertation est mise en place par l'exploitant, qui en assure la gestion. Elle est composée à minima :

- de représentants de l'exploitant ;
- de représentants des collectivités territoriales : commune de TREGLAMUS, communauté de communes de Guingamp Paimpol Agglomération (GPA) ;
- d'un représentant de la Commission Locale de l'Eau du Sage Argoat-Trégor-Goëlo ;
- de deux représentants des riverains ;
- d'un représentant de l'association « Les amis de Koad ar Paour Louarn » ;
- d'un représentant d'associations de protection de l'environnement locales ou départementales concernées ;
- et, à la demande, de représentants des administrations publiques concernées (ARS, DDTM, DREAL).

L'instance de concertation est placée sous la présidence de l'exploitant et du maire de TREGLAMUS.

Sans préjudice des prescriptions relatives à l'information du public édictées par le Code de l'Environnement, l'exploitant établit et transmet aux acteurs concernés, préalablement à l'instance, un dossier qui comprend :

- une notice de présentation de l'installation ;
- un bilan des analyses et des suivis environnementaux du site réalisés dans le cadre du présent arrêté, notamment sur le bruit, les poussières, les eaux et le milieu aquatique, les vibrations.

L'instance de concertation se réunit annuellement, l'exploitant y présente ce bilan et les actions menées au cours de l'année écoulée et si nécessaire procède à une visite du site de la carrière.

3 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

3.1. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

3.1.1. Limitation des envols de poussières

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.

L'exploitant doit prendre les dispositions suivantes nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- arrosage des pistes en période sèche ;
- voie d'accès avec système d'asperseur automatique, régulièrement nettoyée ;
- bâchage des camions pour l'enlèvement des produits fins ;
- bardage des installations de traitement ;
- abattage de poussières sur les installations de traitement ;
- limitation de vitesse à 30 km/h dans la carrière ;
- installation primaire de traitement localisée dans l'excavation.

3.1.2. Mesures des retombées de poussières

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures présentées dans le dossier (cf. plan en annexe) :

- A : Ouest de la carrière
- B1 : Le Quenvez
- B2 : Kermadec
- C : Limite Est de la carrière

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées de poussières. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé garantir la représentativité des échantillons prélevés et assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$.

Les campagnes de mesure durent trente jours.

L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées aux stations de suivi (proches riverains ou personnes sensibles) du plan de surveillance.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur objectif définie ci-dessus, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur objectif prévue ci-dessus, et sauf situation exceptionnelle, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Chaque campagne de mesures de retombées de poussières fait l'objet d'un rapport tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

En cas de dépassement, l'exploitant informe l'Inspection des Installations Classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

En cas de nuisances liées aux retombées de poussières, le suivi des retombées atmosphériques totales peut être étendu sur de nouvelles stations de mesures au droit des habitations situées sous les vents dominants.

4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

4.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesures totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),

- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.2. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Origine des approvisionnements en eau

Les eaux nécessaires pour les besoins de l'exploitation (hors eaux sanitaires) sont collectées uniquement en fond de fouille.

4.3. REJETS

Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par la carrière aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes (cf. plan du circuit des eaux en annexe) :

Point de rejet vers le milieu récepteur	
Localisation	X : 239 233,50 m Y : 6 847 710,77 m
Nature des effluents	Eaux pluviales et d'exhaure provenant de la zone d'extraction collectées vers un bassin de fond de fouille
Débit de rejet maximal	Débit de 257 m ³ /h
Exutoire du rejet / Milieu naturel récepteur	Ruisseau de Kerhuel
Cheminement des eaux et traitement avant rejet	Eaux collectées vers un bassin de fond de fouille puis dirigées vers les bassins de décantation
Confinement	Fermeture de l'exutoire au point de rejet

4.4. SURVEILLANCE DES EAUX

4.4.1. Surveillance des eaux rejetées

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration éventuelle, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies.

Le rejet ne doit en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration maximale journalière
Température	< 30 °C
pH	5,5 – 8,5
MES	25 mg/L
DCO	25 mg/L
Hydrocarbures	5 mg/L
Fer + Aluminium	5 mg/l

Les valeurs limites figurant ci-dessus sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration maximale journalière.

En cas de dépassement sur un paramètre de ces valeurs, l'exploitant analyse le dépassement, met en œuvre les mesures correctives nécessaires et en avertit l'Inspection des Installations Classées.

En cas d'impossibilité de rejet (pollution ou valeurs non respectées), l'exploitant doit disposer de l'ensemble des moyens de confinement des eaux (arrêt des pompes d'exhaure et maintien de la pollution en fond de fouille en vue de son traitement, fermeture de l'exutoire en vue du confinement du bassin terminal et maintien de la pollution en vue de son traitement) sur le site et indiquer les mesures qu'il compte mettre en œuvre (traitement, évacuation...).

De plus, les dispositions suivantes sont mises en œuvre pour le rejet :

Paramètres	Type de suivi	Fréquence d'analyse
Température	En continu	En continu
pH		
Débit rejeté		
MES	Ponctuel	Hebdomadaire
DCO		Trimestrielle
Hydrocarbures		Trimestrielle
Fer + Aluminium		Semestrielle

Les résultats de ces contrôles sont télédéclarés via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données de l'Autosurveillance Fréquente).

4.4.2. Surveillance des puits et forages

L'exploitant réalise un suivi piézométrique semestriel du puits P4, dont les données sont tenues à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

En cas de signalement sur d'autres ouvrages situés en périphérie du site, l'exploitant doit réaliser un suivi piézométrique des puits ou forages concernés.

En cas d'assèchement, de baisse manifeste de production de ces ouvrages ou de modification de la qualité de leurs eaux causées par les activités du site, l'exploitant doit proposer des solutions alternatives à cette situation. L'emplacement des puits et des forages concernés ainsi que les solutions alternatives doivent être portés à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées.

4.5. SURVEILLANCE DES ZONES HUMIDES

Au cours de la première phase quinquennale d'exploitation, l'exploitant doit réaliser un suivi annuel des fonctionnalités des zones humides présentes aux abords du site.

En cas de dégradation des fonctionnalités de ces zones humides, le suivi doit être poursuivi et doit prévoir la mise en œuvre de mesures correctives.

Ce suivi est tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

4.6. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

4.6.1. Ravitaillement et stationnement des engins de chantier et véhicules du site

Le ravitaillement en carburant et le stationnement en dehors des périodes d'activité des engins de chantier doivent être réalisés de manière à éviter les écoulements. Ils doivent être réalisés sur une aire commune aux deux opérations (ravitaillement et stationnement) et étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un dispositif décanteur-séparateur d'hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Les eaux ainsi collectées doivent être traitées par un décanteur-séparateur à hydrocarbures suffisamment dimensionné, avant rejet dans le milieu naturel. À l'exception des engins à chenilles, aucun ravitaillement d'engins n'est autorisé en dehors de cette aire, notamment dans la zone d'extraction. Tous les engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement et toute fuite sur un engin entraînera son arrêt et sa mise en réparation immédiate.

4.6.2. Entretien des bassins de collecte et de décantation et tampon, et des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures

Les bassins de collecte et de décantation doivent être curés régulièrement, et au moins une fois par an afin de garantir leur fonctionnement.

Les décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures doivent être nettoyés par une société habilitée aussi souvent que nécessaire, et dans tous les cas, au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste :

- pour le décanteur, en la vidange des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement,
- pour le séparateur d'hydrocarbures, en la vidange des hydrocarbures ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi de nettoyage des bassins de collecte, de décantation et tampon ainsi que des décanteurs séparateurs d'hydrocarbures ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant cinq ans.

4.6.3. Entretien des engins de chantier et véhicules du site

L'entretien des engins de chantier doit être réalisé uniquement au niveau de l'atelier dédié à cet usage. Seul l'entretien mécanique est autorisé, aucune opération de peinture n'est autorisée. Les stockages d'huiles neuves et usagées doivent être aériens. Aucun stockage enterré n'est autorisé.

5 – PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

5.1. MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION, DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT ET LEUR SUIVI POUR LA PROTECTION DES HABITATS, DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement prévues dans son dossier :

5.1.1. Mesures d'évitement

- extension du périmètre hors des espaces de zones humides ;
- périmètre restant hors des espaces boisés périphériques sur l'Ouest et le Nord-Est ;
- périmètre sans modification des cours d'eau actuels ;
- maintien des potentialités d'accueil du bassin Nord-Est et de ses abords pour les amphibiens, durant l'exploitation puis conversion à terme en mare.

5.1.2. Mesures de réduction

- la conservation de certains fronts de taille périphériques et une exploitation d'autres secteurs de fronts en dehors de la période de nidification et d'élevage des jeunes de l'année (espèces concernées : grand corbeau et/ou faucon pèlerin). Il s'agit également de limiter les activités de type remblaiement tout proche du nid durant cette même période sensible. Le maintien de la capacité d'accueil se traduit aussi par le linéaire de front qui est et restera autour de 900 à 1000 mètres linéaires au cours des phases et à la remise en état. Ces espaces rocaillieux avec paliers et rebords pierreux sont également des sites favorables aux reptiles ;
- les interventions de débroussaillage et de coupe sur les haies hors de la période sensible de reproduction des oiseaux (de fin mars à la fin août) et par précaution complémentaire, hors aussi de la période de léthargie des reptiles (de novembre à fin février), donc intervenir sur la période entre septembre et octobre ;

- la modification si besoin de la localisation de points d'eau ou bassin tels que celui de fond de fouille hors de la période sensible de reproduction des amphibiens (de mi-février à fin juin) ;
- la mise en place d'abris pour la faune, par l'installation de 5 nichoirs pour les oiseaux sur des haies arborées préservées en phase 1 et l'installation de 3 gîtes pour les chiroptères sur des haies arborées préservées en phase 1 ;
- la surveillance et la régulation des espèces exotiques envahissantes (EEE) végétales, notamment la renouée du Japon et le buddléia ;
- la surveillance et la régulation des espèces exotiques envahissantes (EEE) animales, en particulier le ragondin, par la mise en place de campagnes de piégeage.

5.1.3. Mesures de compensation

- la reconstitution de haies bocagères, environ 749 mètres linéaires dès la phase 1 sur l'Est et le Sud pour une mise en place précoce et avec un facteur de plus de 1,6 en termes de linéaires ;
- la mise en place d'un plan de gestion écologique des parcelles en propriété en périphérie Nord du site de la carrière sur 9,25 ha, avec une reconversion partielle de peupleraie en boisements humides, le maintien de clairières de prairies humides/mégaphorbiaies, le maintien des espaces de fourrés à ajoncs et genets et la création de plusieurs mares permettra de diversifier les habitats et d'offrir des milieux favorables à la reproduction des amphibiens.

5.1.4. Mesures d'accompagnement

- l'installation d'un pierrier favorable à l'insolation des reptiles sur un espace d'environ 800 m² vers le Sud, près des paliers hauts de front de taille ;
- l'installation de troncs près des haies existantes préservées ;
- la remise à l'air libre des 2 portions busées du cours d'eau traversant la carrière lors de la remise en état finale ;
- la remise en état incluant un retour partiel à l'activité agricole d'une surface d'environ 2,26 ha ;
- la remise en état incluant un boisement d'environ 3,57 ha sur la bordure Sud-Ouest.

5.2. SUIVIS ÉCOLOGIQUES DES MESURES POUR LA PROTECTION DES HABITATS, DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

- suivi des oiseaux en période de nidification :
 - 2 campagnes de terrain en période favorable d'observations et d'écoutes,
 - fréquence annuelle pour les oiseaux des fronts de taille et fréquence tous les 5 ans, soit 1 par phase, pour les autres oiseaux,
 - transmission en fin d'année de la réalisation du suivi d'un compte-rendu illustré et commenté.
- suivi des amphibiens :
 - 2 campagnes de terrain au cours de la période de reproduction,
 - fréquence tous les 5 ans, soit 1 par phase,
 - transmission en fin d'année de la réalisation du suivi d'un compte-rendu illustré et assorti le cas échéant de recommandations.
- suivi des Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) végétales :
 - 1 campagne de terrain en période estivale comprenant la localisation des espèces invasives pour lesquelles une intervention serait à effectuer et un compte-rendu avec si besoin des préconisations d'actions,

- fréquence : surveillance annuelle, révisable en cas d'augmentation notable,
- transmission en fin d'année de la réalisation du suivi d'un rapport illustré et commenté.
- suivi des Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) animales :
 - compte-rendu des interventions de piégeage de ragondin,
 - fréquence : a minima une surveillance annuelle,
 - compte-rendu disponible en cas de visite par les services administratifs à l'accueil du site.
- suivi de la qualité hydrobiologique du Kerhuel dans lequel s'effectue le rejet de la carrière :
 - 2 points de suivi (amont/aval rejet) par des indices biologiques de type I2M2 (Indice Invertébrés Multi-Métriques),
 - fréquence : tous les 2 ans durant les différentes phases,
 - transmission en fin d'année de la réalisation du suivi d'un rapport illustré et commenté.
- suivi des chiroptères :
 - écoutes passives pouvant être complétés par des écoutes actives lors de la période favorable et incluant l'examen de la fréquentation des gîtes,
 - fréquence : tous les 5 ans durant les différentes phases,
 - transmission en fin d'année de la réalisation du suivi d'un rapport illustré et commenté.

6 – PROTECTION DU CADRE DE VIE

6.1. HORAIRES DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION

L'installation est autorisée à fonctionner de 7 heures à 22 heures du lundi au vendredi, hors jours fériés.

Ces horaires de fonctionnement peuvent être étendus au samedi après accord de l'Inspection des Installations Classées.

6.2. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées, qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, telles que prévues dans son dossier, à savoir :

- l'optimisation de la silhouette du nouveau remblai : il sera réalisé en verse et son flanc aura une pente abrupte. Les cotes altimétriques se rapprochent de celles du terrain antérieur à l'ouverture de la carrière. Le remblai sera entièrement boisé, dans la continuité du boisement qui s'est développé dans le talweg ;
- un renforcement du maillage bocager intégrant les merlons périphériques, l'extension de la fosse au Sud-Est va entraîner la suppression de haies bocagères sur un linéaire de 453 mètres linéaires. Les nouvelles haies plantées sur talus vont représenter un linéaire de 749 mètres linéaires réalisé en phase 1 ;
- une valorisation des itinéraires de randonnée : le contournement des itinéraires de randonnée par l'Est permet la création d'un belvédère au-dessus de l'extension de la fosse d'extraction, une fois que le premier palier aura atteint sa limite maximale dans cette direction, en fin de phase 1. Le nouveau tracé du sentier de randonnée sera intégralement longé par une haie bocagère plantée sur talus et celle-ci intégrera des espèces pouvant représenter un intérêt pour l'usager du chemin.

6.3. NIVEAUX ACOUSTIQUES

6.3.1. Valeurs limites d'émergence

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque la carrière et ses installations annexes sont en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (carrière et ses installations annexes à l'arrêt). Cette émergence est mesurée conformément à la méthodologie définie par dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé.

En dehors des tirs de mines, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergences réglementées sont définies comme suit :

- intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...),
- les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

6.3.2. Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété du site d'exploitation (carrière et installations de traitement) les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Limites de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

6.3.3. Auto-surveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique est réalisée dans le mois suivant la notification du présent arrêté, puis est renouvelée tous les ans sur les 8 points de mesures prévus, à savoir :

- 1 : Goaz Kergam
- 2 : Le Quenvez Sud
- 3 : Rubertzot
- 4 : La Fontaine Plate
- 5 : Croaz Hent
- 6 : Le Quenvez Nord
- 7 : Limite périmètre Nord
- 8 : Limite périmètre Ouest

Ces mesures doivent être effectuées par un organisme ou une personne qualifiés. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'Inspection des Installations Classées peut demander.

L'exploitant veille à ce que les mesures soient représentatives de toutes les activités présentes sur le site (concassage, foration, transport, traitement,...). Le compte-rendu des mesures, tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées, doit préciser les installations en fonctionnement lors du contrôle des niveaux sonores.

Dans le cas de dépassements des valeurs réglementaires d'émissions au droit des habitations riveraines au cours d'une campagne de mesures, l'exploitant doit prendre toutes les mesures pour limiter les émissions et doit réaliser un nouveau contrôle, au cours de la même année, pour juger de l'efficacité de ces mesures.

6.3.4. Tirs de mines – Suppression acoustique aérienne

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine d'une onde de pression acoustique dépassant 125 dB linéaires au niveau des habitations des tiers.

6.3.5. Mesures particulières

Dès le début des activités, l'exploitant met en place les mesures suivantes :

- entretien régulier des engins, des pistes et des installations ;
- maintien du bardage des installations de traitement ;
- maintien et création de merlons périphériques faisant office de merlons anti-bruit en direction des zones habitées périphériques ;
- ajout d'un merlon en limite de site sur les parcelles C 347 et C 348, près du lieu-dit Rubertzot ;
- maintien de l'installation primaire de traitement dans l'excavation de manière à réduire les propagations latérales d'ondes sonores vers le hameau de Rubertzot ;
- utilisation de convoyeurs à bande pour alimenter l'installation secondaire depuis le primaire ;
- remblaiement de la fosse Ouest depuis le secteur du concasseur primaire ;
- utilisation d'avertisseurs sonores « cri du lynx » à la place de bips de recul pour les engins ;
- activité diurne uniquement.

6.4. TIRS DE MINES ET VIBRATIONS

6.4.1. Caractéristiques des tirs

Les dispositifs d'abattage à l'explosif, et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. À ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés.

Les tirs de mines sont interdits à moins de 150 mètres des habitations, notamment des habitations de « Le Quenvez ».

6.4.2. Valeurs limites

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

On entend par « constructions avoisinantes » les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Le respect de la valeur limite ci-dessus est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

6.4.3. Information des riverains et de l'Administration

Avant chaque tir, l'exploitant doit prévenir au moins 48 heures à l'avance la mairie de TREGLAMUS et l'Inspection des Installations Classées selon les modalités définies avec les parties intéressées (courrier, courriel, appel téléphonique, affichage en mairie,..) du jour et de l'heure de chaque tir de mines.

De même, l'imminence du tir, ainsi que le constat de la réalisation achevée du tir font l'objet d'un signal sonore également spécifique. Une procédure interne, doit être mise en place à cette fin par l'exploitant et appliquée scrupuleusement.

6.4.4. Auto-surveillance des niveaux de vibrations

Une mesure de vibrations et de la surpression acoustique aérienne est effectuée, à chaque tir de mines, par un organisme ou une personne qualifiée à hauteur de l'habitation « Le Quenvéz » (point fixe) et sur un point variable en fonction des extractions ou des demandes des riverains.

Des mesures complémentaires peuvent être réalisées dans les cas suivant :

- une plainte est déposée,
- l'Inspection des Installations Classées en fait la demande, sans autre nécessité de justification.

Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir (plan de tir, charge unitaire, distance par rapport à l'habitation, orientation,...) ainsi que les résultats des mesures de vibrations et de surpression aérienne. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

6.4.5. Mesures particulières

L'exploitant doit réaliser une étude vibratoire pour l'habitation la plus proche au lieu-dit « Le Quenvéz » dans l'année suivant la notification du présent arrêté.

6.5. INFRASTRUCTURES ET AMÉNAGEMENTS

Pour limiter l'impact de son installation sur son environnement, assurer la sécurité en interne et extérieure au site, l'exploitant doit prévoir les infrastructures et aménagements suivants :

- un plan de circulation affiché et transmis aux chauffeurs ;
- la sensibilisation par affichage de consignes en entrée et sortie de site ;
- l'entretien de la signalisation de la sortie du site,
- la sortie du site suffisamment dimensionnée et permettant une bonne visibilité sur la voie communale,
- le balayage, nettoyage de la voirie en tant que de besoin,
- le double fret (matériaux inertes/granulats),
- pour la sécurité, la fermeture du site à clé (portail) en dehors des horaires d'ouverture,

- le site entièrement clôturé (clôture, merlons, boisements et végétation dissuasive),
- la signalisation de l'accès à la carrière sur la voie communale (panneau « sortie de carrière »).

À ce titre, dès le début des activités, un panneau d'information et de signalisation doit être mis en place en sortie de carrière, pour orienter la totalité du trafic des « poids lourds » vers la droite afin de rejoindre la route départementale 712.

Dès le début des activités, l'exploitant doit s'engager dans une démarche d'aménagements routiers à proximité de la carrière avec la mairie de TRÉGLAMUS et le Conseil départemental des Côtes-d'Armor, sur les points suivants :

- la signalisation routière sur les différents axes en sortie de carrière et l'installation de nouveaux panneaux d'avertissement ;
- l'organisation de l'îlot situé à l'intersection entre la route départementale 712 et la voie communale.

Cette démarche doit faire l'objet d'un suivi, présenté lors de la réunion annuelle de l'instance de concertation.

7 – DÉCHETS

7.1. PRINCIPES DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE

Les déchets résultant de l'industrie extractive sont gérés conformément au plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière figurant dans le dossier de demande établi conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 94 relatif à l'exploitation de carrières.

Le plan de gestion fait l'objet d'une révision tous les cinq ans ou dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle son contenu. Il est transmis au préfet.

7.2. GESTION DES DÉCHETS AUTRES QUE LES DÉCHETS D'EXTRACTION RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE

7.2.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation.

7.2.2. Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

7.2.3. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'Environnement.

Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les Installations Classées.

7.3. ACCUEIL DE DÉCHETS INERTES EXTÉRIEURS

L'exploitant est autorisé à accueillir des déchets inertes provenant de l'extérieur à raison d'un maximum 75 000 tonnes par an en vue du remblayage de la fosse Ouest et 20 000 tonnes en vue du recyclage.

Ces matériaux sont déchargés sur une plateforme en vue d'un contrôle visuel puis servent au remblayage de la fosse Ouest.

L'exploitant peut recycler une partie de ces matériaux au sein des installations de transformation de la carrière.

La procédure d'accueil et de contrôle des matériaux inertes extérieurs doit être mise en œuvre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

8.1. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée dans la mairie de TREGLAMUS et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché dans la mairie de TREGLAMUS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé aux conseils municipaux et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor pendant une durée minimale d'un mois.

8.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R 181-50 du Code de l'Environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative soit le Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,

- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où elle a été délivrée prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télerecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr

Dans ce même délai de deux mois, la décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet des Côtes-d'Armor - Préfecture des Côtes-d'Armor - 1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;
- d'un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du Code de l'Environnement.

En application de l'article R.181-51 du Code de l'Environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à M. le Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

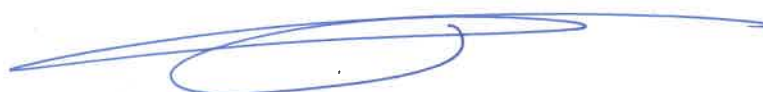
8.3. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la Préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, le Directeur de l'Agence régionale de santé de Bretagne et l'inspection des Installations Classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de TREGLAMUS et à la société SAS CMGO.

Saint-Brieuc, le **- 2 OCT. 2024**

Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire général



David COCHU

ANNEXES

Annexe 1 : Plan parcellaire sur fond cadastral

Annexe 2 : Registre parcellaire

Annexe 3 : Plans de phasage d'exploitation

Annexe 4 : Plan du circuit des eaux et mesures de limitation des impacts

Annexe 5 : Localisation des points de mesures sur l'environnement humain

Annexe 6 : Localisation des mesures pour la protection des habitats, de la faune et de la flore

Annexe 7 : Plan de remise en état

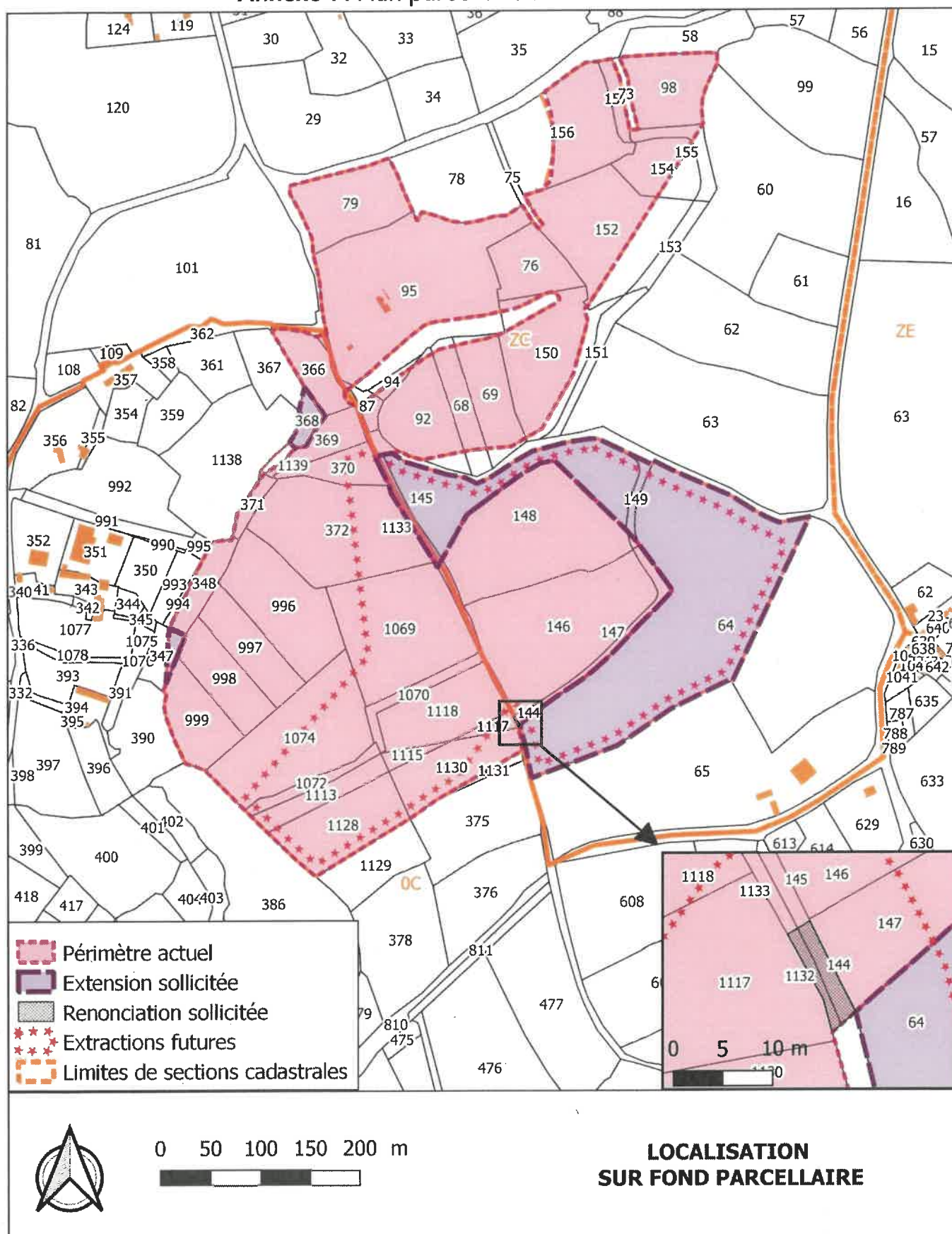
Vu pour être annexé
à l'arrêté du **- 2 OCT. 2024**

Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire général,



David COCHU

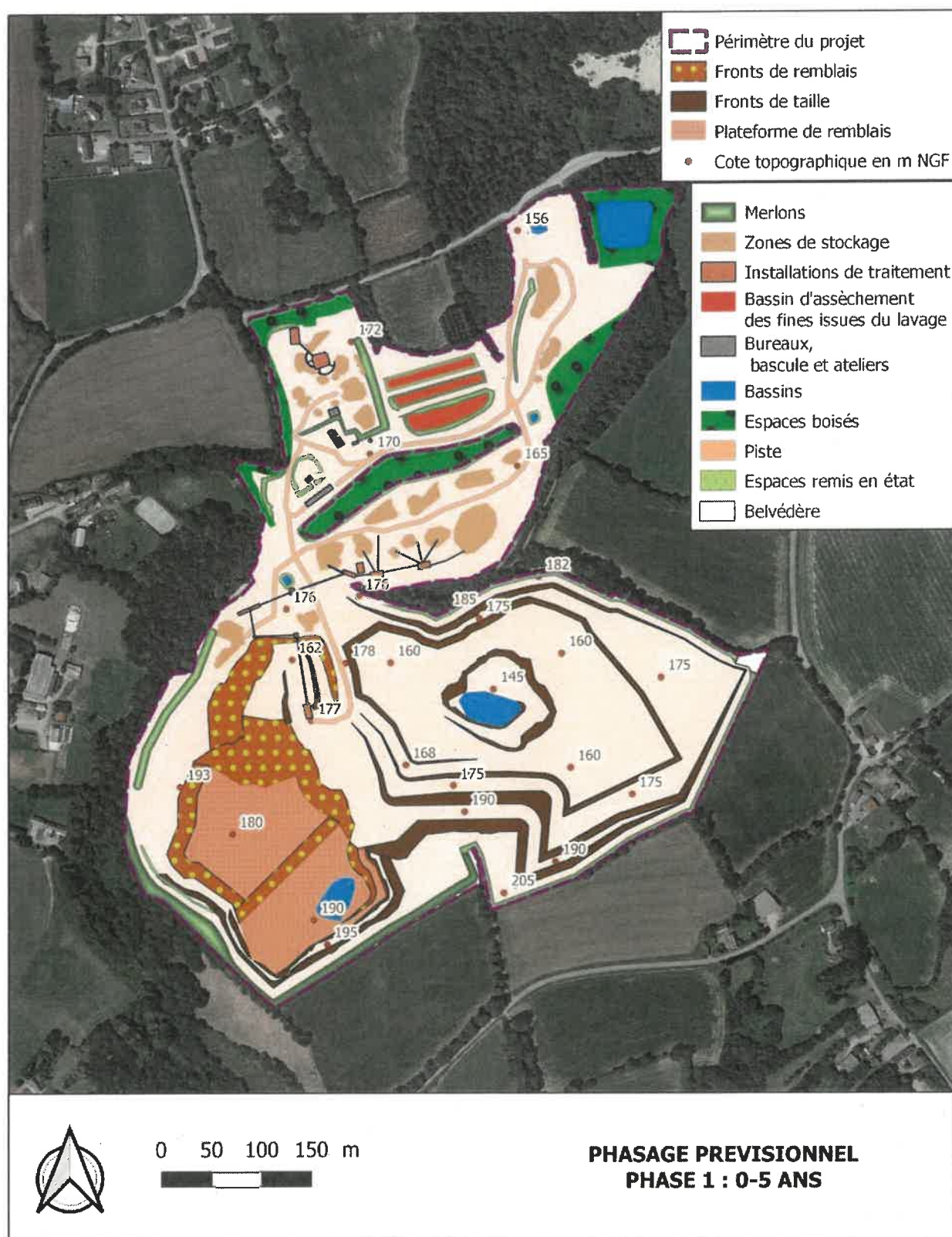
Annexe 1 : Plan parcellaire sur fond cadastral

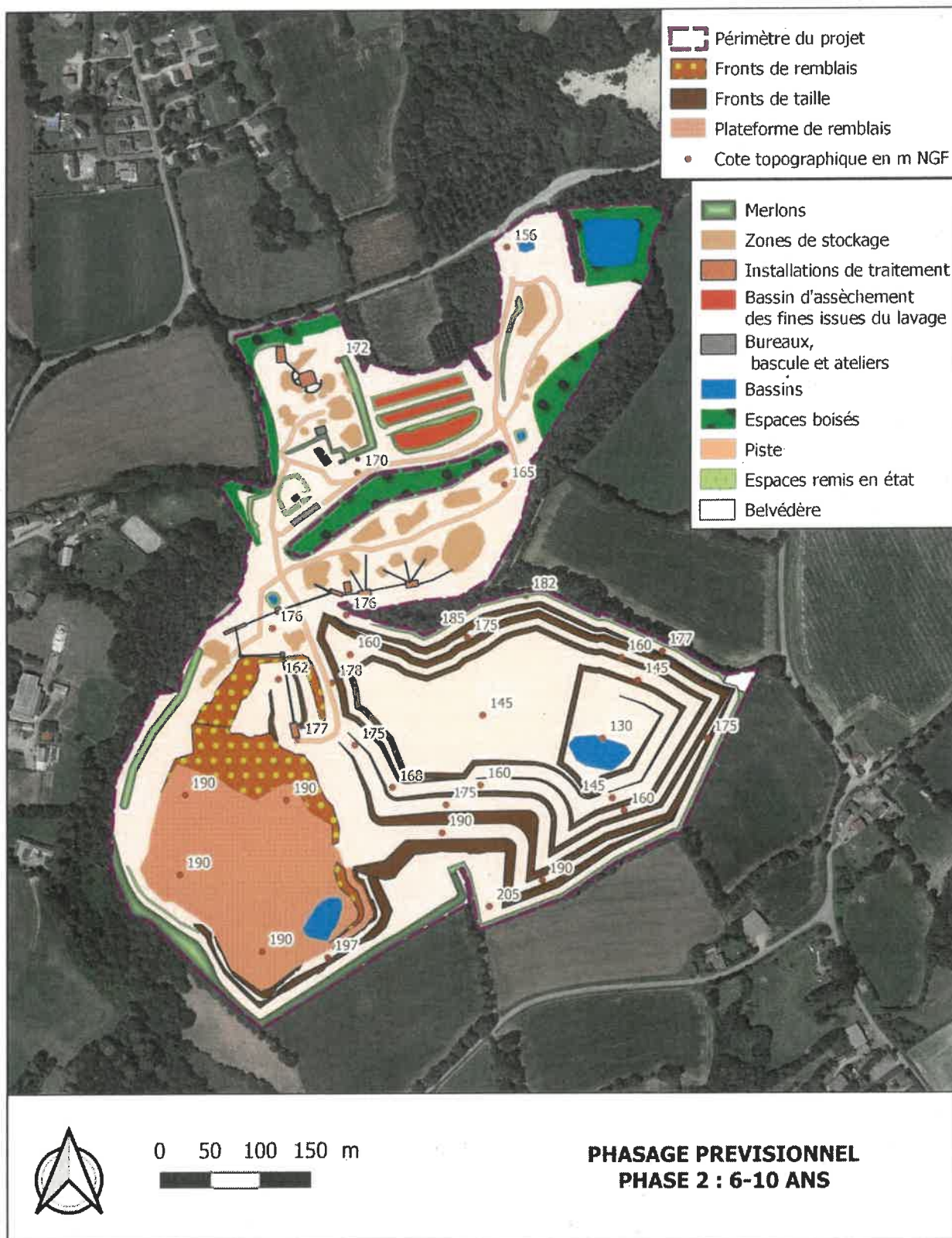


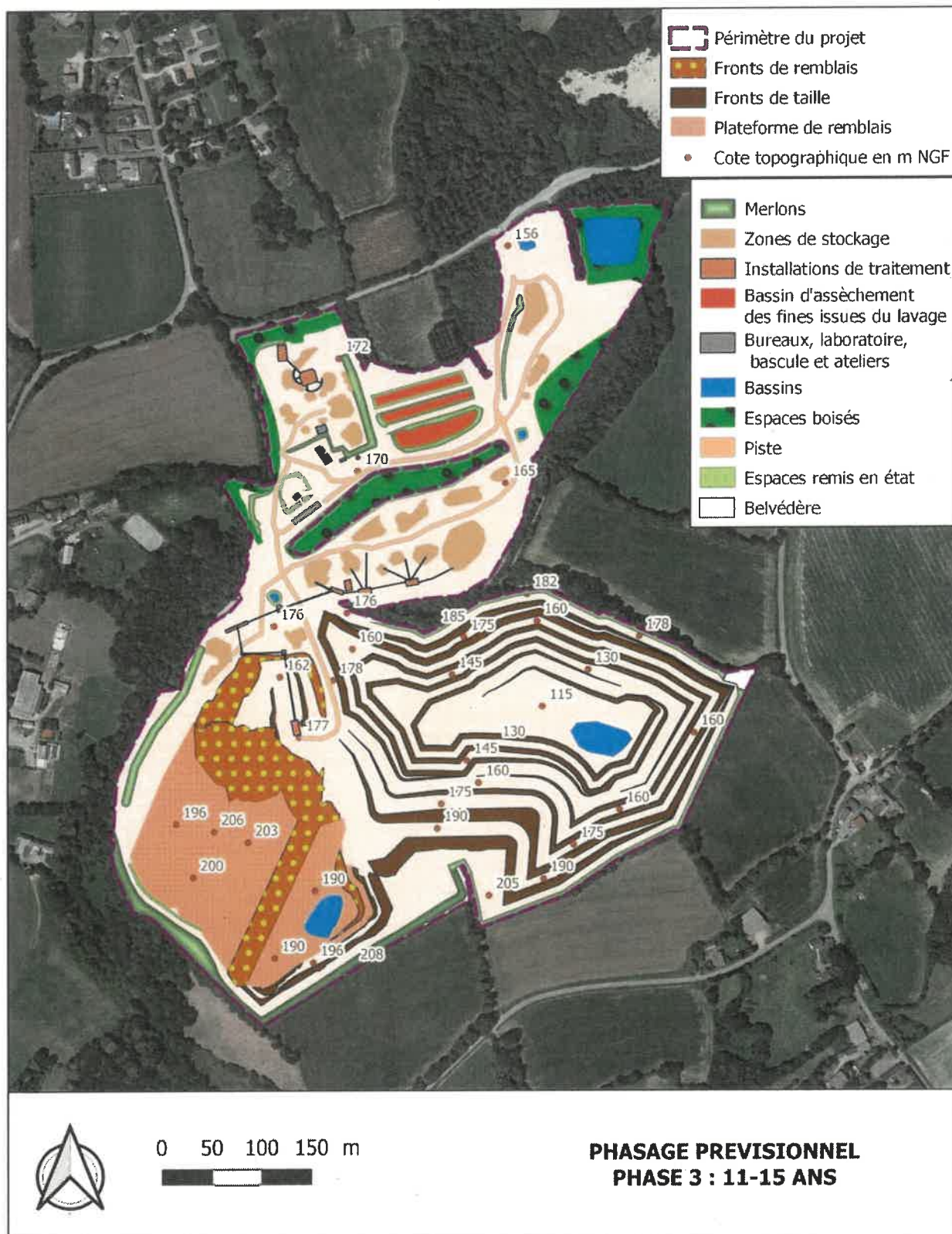
Annexe 2 : Registre parcellaire

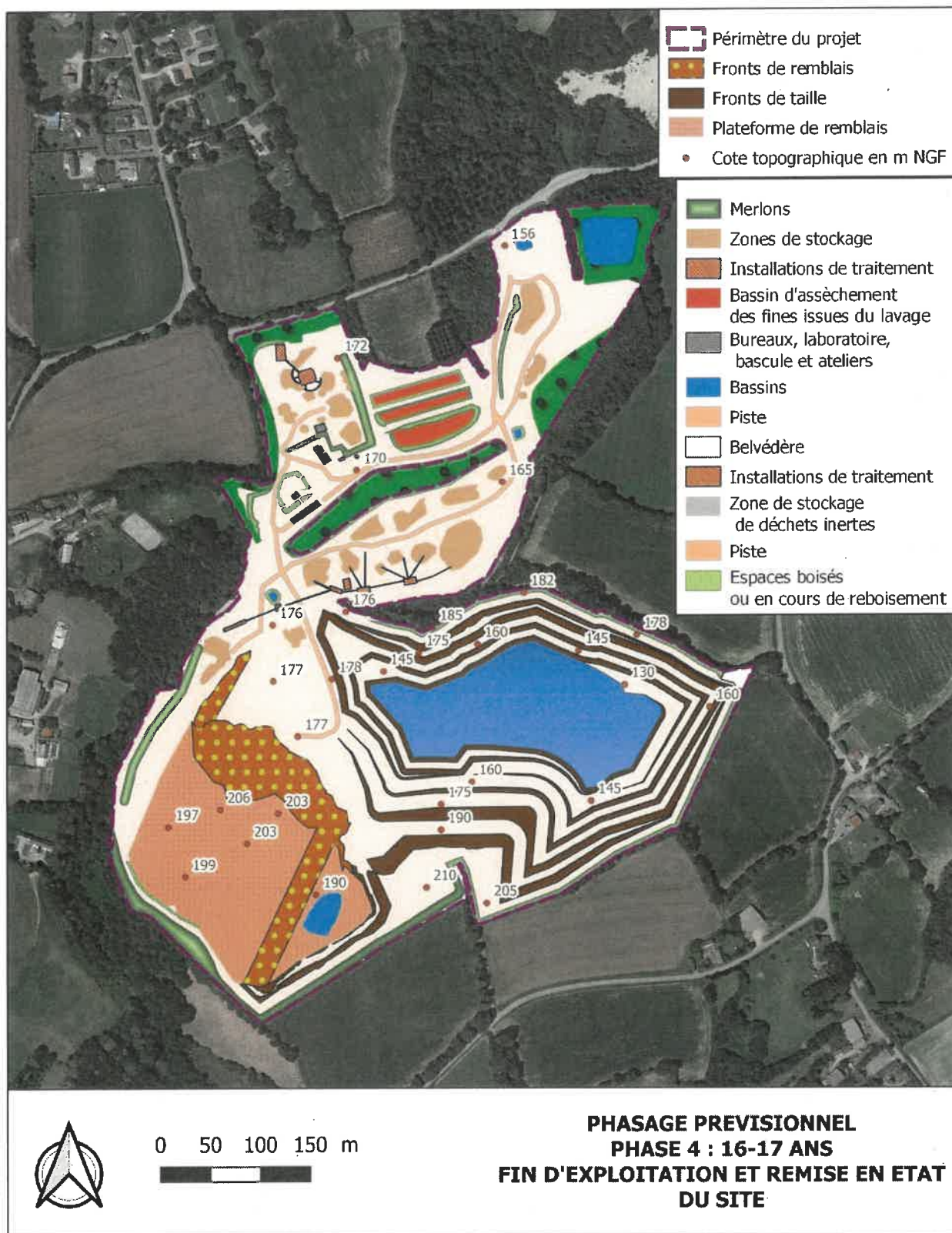
Commune	Section	numero	Surface Cadastrale	Superficie demandée en renouvellement	Superficie Régularisée	Superficie Demandée en Extension	Superficie demandée
22354	C	347	1 625 m ²		469 m ²		469 m ²
22354	C	348	2 200 m ²	2 200 m ²			2 200 m ²
22354	C	366	3 090 m ²	2 947 m ²			2 947 m ²
22354	C	368	970 m ²		970 m ²		970 m ²
22354	C	369	2 470 m ²	2 470 m ²			2 470 m ²
22354	C	370	2 500 m ²	2 500 m ²			2 500 m ²
22354	C	371	850 m ²	850 m ²			850 m ²
22354	C	372	13 870 m ²	13 870 m ²			13 870 m ²
22354	C	996	9 355 m ²	9 355 m ²			9 355 m ²
22354	C	997	4 708 m ²	4 708 m ²			4 708 m ²
22354	C	998	4 707 m ²	4 707 m ²			4 707 m ²
22354	C	999	4 880 m ²	4 880 m ²			4 880 m ²
22354	C	1069	13 440 m ²	13 440 m ²			13 440 m ²
22354	C	1070	1 640 m ²	1 640 m ²			1 640 m ²
22354	C	1072	1 540 m ²	1 540 m ²			1 540 m ²
22354	C	1074	12 720 m ²	12 720 m ²			12 720 m ²
22354	C	1113	2 694 m ²	2 694 m ²			2 694 m ²
22354	C	1115	716 m ²	716 m ²			716 m ²
22354	C	1117	642 m ²	642 m ²			642 m ²
22354	C	1118	6 574 m ²	6 574 m ²			6 574 m ²
22354	C	1128	7 022 m ²	7 022 m ²			7 022 m ²
22354	C	1130	5 452 m ²	5 452 m ²			5 452 m ²
22354	C	1133	1 215 m ²	697 m ²		480 m ²	1 177 m ²
22354	ZC	64	57 180 m ²			35 507 m ²	35 507 m ²
22354	ZC	68	3 210 m ²	2 458 m ²			2 458 m ²
22354	ZC	69	5 110 m ²	4 371 m ²			4 371 m ²
22354	ZC	76	4 560 m ²	4 560 m ²			4 560 m ²
22354	ZC	79	6 790 m ²	6 790 m ²			6 790 m ²
22354	ZC	87	810 m ²	625 m ²			625 m ²
22354	ZC	92	6 344 m ²	5 625 m ²			5 625 m ²
22354	ZC	94	640 m ²	272 m ²			272 m ²
22354	ZC	95	24 136 m ²	21 688 m ²			21 688 m ²
22354	ZC	98	5 711 m ²	5 711 m ²			5 711 m ²
22354	ZC	145	1 628 m ²	1 064 m ²		457 m ²	1 521 m ²
22354	ZC	146	16 346 m ²	16 346 m ²			16 346 m ²
22354	ZC	147	1 794 m ²	1 794 m ²			1 794 m ²
22354	ZC	148	26 221 m ²	15 908 m ²		10 313 m ²	26 221 m ²
22354	ZC	149	799 m ²	76 m ²		723 m ²	799 m ²
22354	ZC	150	10 659 m ²	7 955 m ²			7 955 m ²
22354	ZC	152	12 568 m ²	8 672 m ²			8 672 m ²
22354	ZC	154	4 184 m ²	2 823 m ²			2 823 m ²
22354	ZC	155	1 806 m ²	815 m ²			815 m ²
22354	ZC	156	10 743 m ²	6 673 m ²			6 673 m ²
22354	ZC	157	1 097 m ²	1 097 m ²			1 097 m ²

Annexe 3 : Plans de phasage d'exploitation

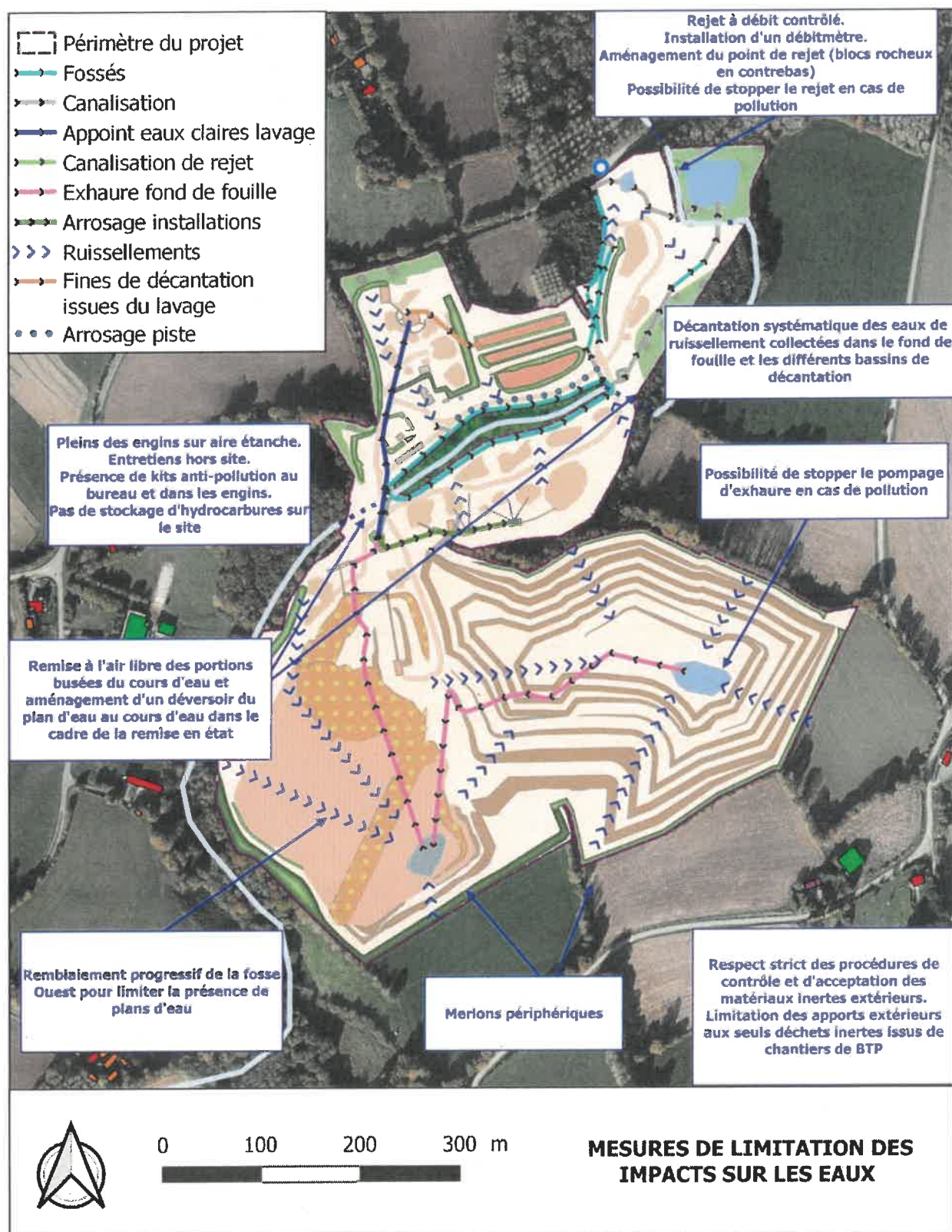




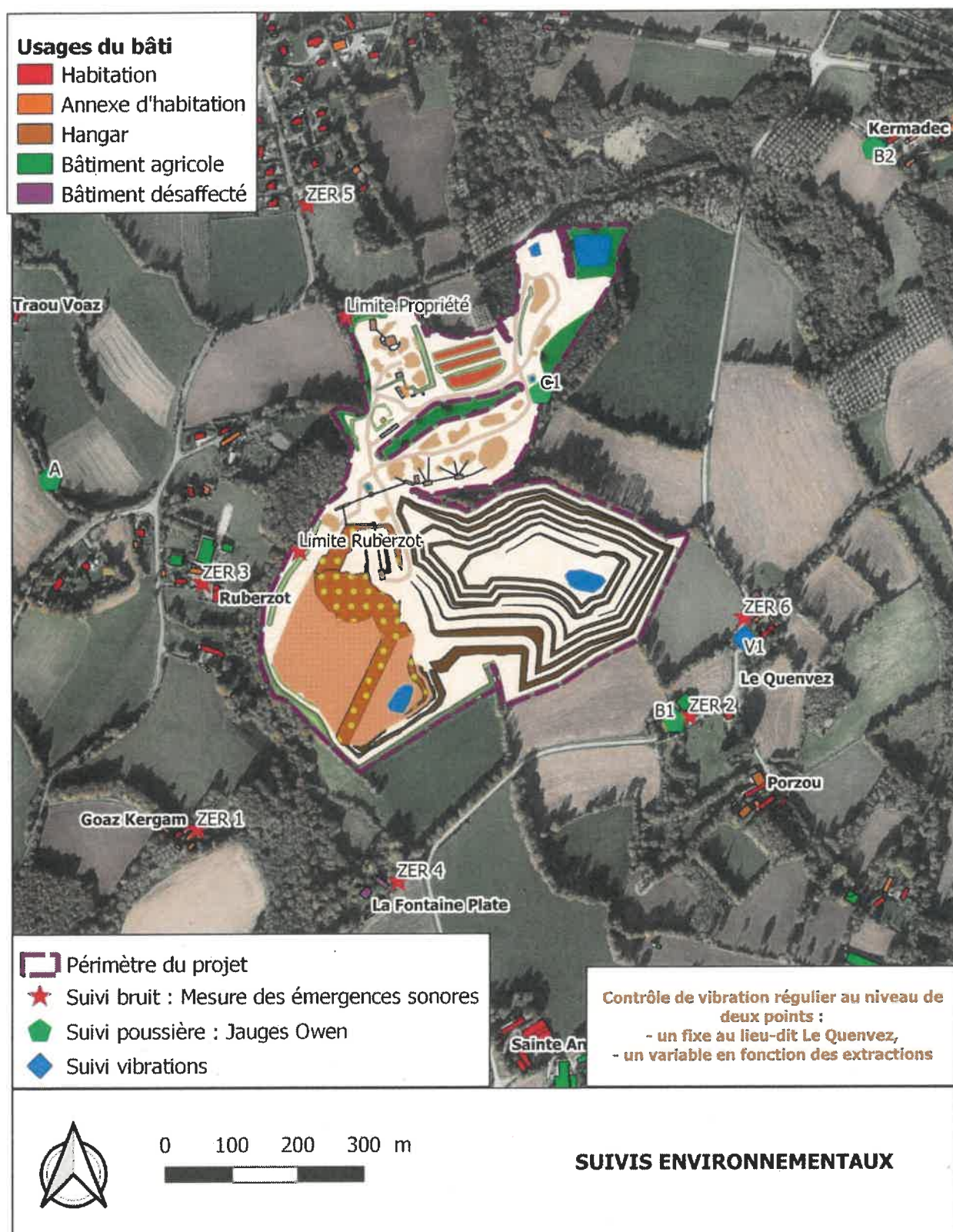




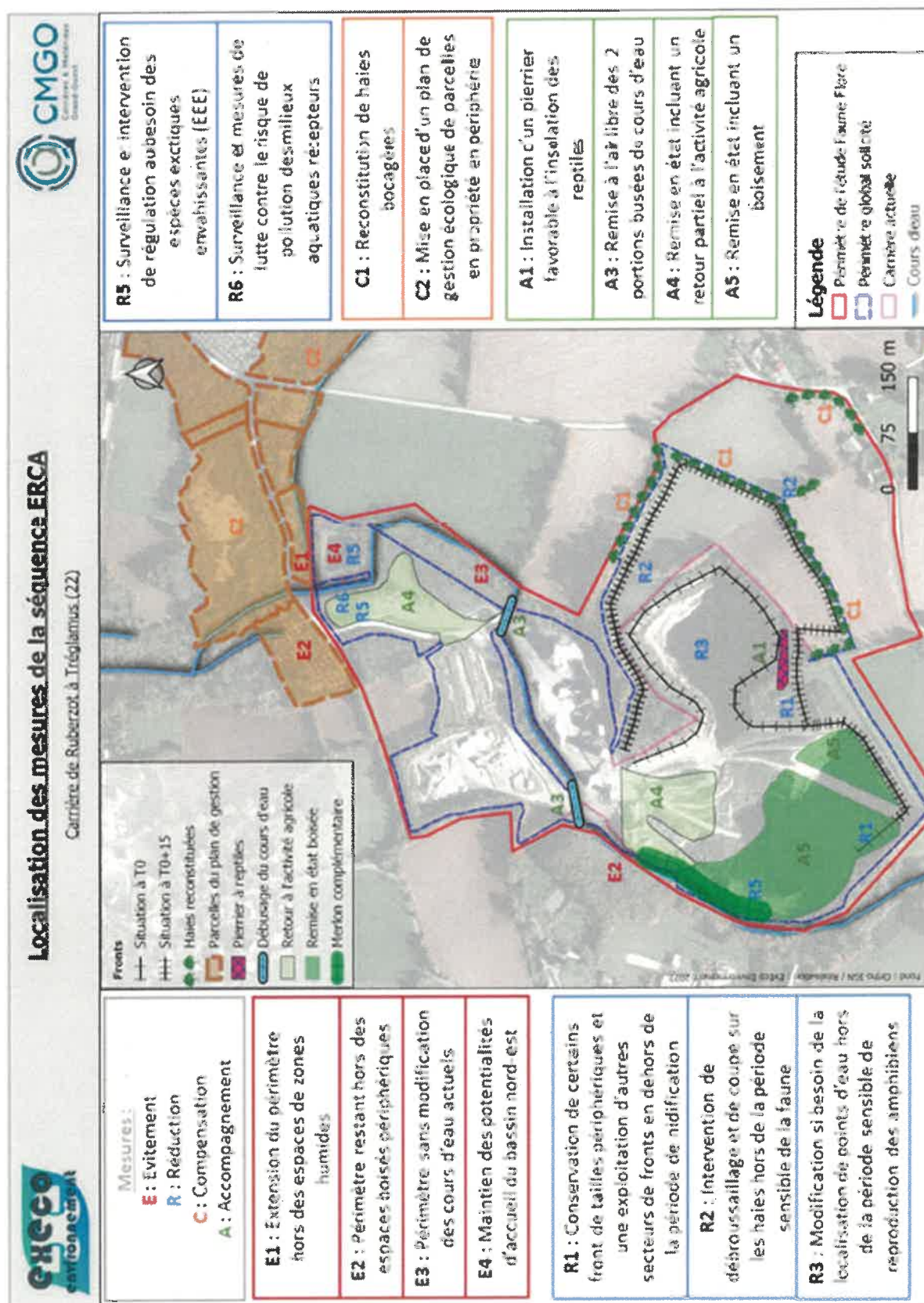
Annexe 4 : Plan du circuit des eaux et mesures de limitation des impacts



Annexe 5 : Localisation des points de mesures sur l'environnement humain



Annexe 6 : Localisation des mesures pour la protection des habitats, de la faune et de la flore



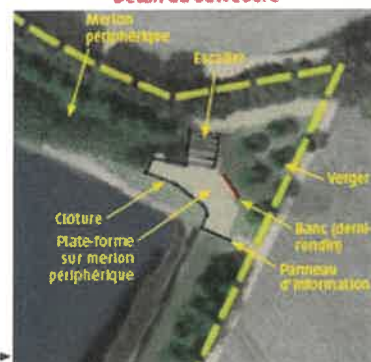
Annexe 7 : Plan de remise en état

PRINCIPES DE REMISE EN ÉTAT



Les cotés altimétriques (en jaune) sont exprimés en mètres NAF.

Détail du belvédère



-  Fourré évoluant vers un boisement
-  Forêt
-  Surface restituée à l'agriculture. Élargissement possible à d'autres usages sur la plate-forme centrale
-  Plan d'eau
-  Mare et zone humide
-  Ruisseau déboué
-  Éboulis
-  Hale bocagère sur merlon périphérique
-  Ancien front d'exploitation conservé
-  Belvédère et verger
-  Hale bocagère sur talus
-  Réouverture de l'ancien chemin